

MOT DU PRÉSIDENT

LE PRÉSIDENT :

5 Mesdames et Messieurs, bonsoir. Nous allons rouvrir notre séance d'audition des opinions. Nous avons été là hier soir. On est là depuis tout l'après-midi. Alors, maintenant on va recevoir huit groupes ou personnes ce soir.

10 Donc, je vous souhaite la bienvenue à cette séance d'auditions des opinions de l'Office de consultation de Montréal qui porte sur l'avenir du secteur des Faubourgs et qui comprend une partie importante du territoire du Centre-Sud dans l'arrondissement Ville-Marie.

15 Je me nomme Bruno Bergeron, je suis commissaire à l'Office de consultation publique de Montréal. La présidente de l'Office, madame Ollivier m'a confié la présidence de cette commission et pour laquelle je suis appuyé par les commissaires, madame Danielle Casara, qui est ici à ma gauche, et monsieur Christian Giguère qui est ici, à ma droite. À mon extrême droite, vous avez ici les analystes, madame Stéfanie Wells qui est analyste et secrétaire de commission et monsieur Olivier Rinfret qui agit à titre d'analyste.

20 Alors, comme tous les événements de l'Office, la soirée de ce soir est aussi sténographiée par madame Cindy Lavertu qui est ici et notre préposé au son, monsieur François Bérard est ici. Donc, vous êtes les bienvenues.

25 La commission appellerait monsieur Yves Chartrand du Centre-Sud Debout.

M. YVES CHARTRAND :

30 Bonsoir.

LE PRÉSIDENT :

35 Bonsoir, Monsieur. Bonsoir, Madame. On a eu un petit peu de difficulté cet après-midi c'est que, ce qu'on dit aux gens c'est qu'on a lu entièrement tous vos mémoires. Donc si vous voulez nous laisser le temps de vous poser des questions, bien comme on a 20 minutes chacun, ce serait gentil de nous laisser un petit peu de place si vous décidez de lire votre mémoire là, c'est correct. Mais laissez-nous un petit 10 minutes pour qu'on puisse avoir l'occasion de vous poser des questions. Parce comme on les a lus, on a beaucoup de questions.

40

Mme IMANE ALLAM :

D'accord.

45

LE PRÉSIDENT :

Alors j'attends.

50

M. YVES CHARTRAND :

Bonsoir.

LE PRÉSIDENT :

55

Bonsoir Monsieur.

M. YVES CHARTRAND :

Merci de nous recevoir.

60

LE PRÉSIDENT :

Vous voulez vous nommer?

65 **M. YVES CHARTRAND :**

Oui, Yves Chartrand.

LE PRÉSIDENT :

70 Et Madame?

Mme IMANE ALLAM :

75 Imane Allam.

LE PRÉSIDENT :

80 D'accord, merci. C'est pour notre, parce que dans les notes sténographiées les noms des personnes doivent apparaître donc, c'est pour ça qu'on vous demande de vous renommer. Bonsoir Monsieur.

M. YVES CHARTRAND :

85 Bonsoir. Alors on ne vous lira pas notre mémoire au complet parce que ce serait trop long et trop plate pour l'assistance, ce serait pénible. Alors, ce qu'on a fait, c'est qu'on a gardé un certain nombre d'idées qu'on appelle des idées fortes de notre mémoire, c'est le message principal qu'on veut envoyer à l'arrondissement, par le biais de l'Office. Et après le résumé que je vais faire, Iman va faire un témoignage comme femme, mère de famille et citoyenne et
90 membre de Centre-Sud Debout, aussi.

Alors donc, notre mémoire s'intitule « Le quartier que nous habitons, le quartier que nous aimons, le quartier que nous voulons ». Alors, nous on dit que notre expertise c'est une expertise citoyenne avant tout, d'après notre vécu dans le quartier puis d'après nos échanges au quotidien avec les gens du quartier.

95

C'est notre quartier, donc pour nous, ce n'est pas le quartier des promoteurs, ce n'est pas le quartier des développeurs, c'est notre quartier, et ces gens-là viennent sur un terrain qu'ils ont acheté habituellement propriété privée, qu'on reconnaît, viennent réaliser ou veulent réaliser un projet dans notre quartier. Alors, il ne faut jamais perdre ça de vue et c'est important qu'en voulant venir s'installer chez-nous, qu'ils viennent nous rencontrer.

100

L'autre samedi, j'ai parlé avec Monsieur Holmes de Mach, site de Radio-Canada, et je lui ai dit qu'on aimerait ça rencontrer directement Mach. Il s'est montré ouvert à cette idée-là. Alors, on verra par la suite comment ça pourrait se faire.

105

Aussi, nous on est traumatisé par l'expérience des années 60-70 quand l'autoroute Est-Ouest a été construite et quand la tour de Radio-Canada a été construite avec l'immense stationnement qui n'a à peu près jamais été utilisé. On n'a perdu 800 logements dans le quartier, on a perdu 5 000 personnes dont une majorité de familles. Alors, on ne veut pas que ça se reproduise, et on ne voudrait pas qu'à l'occasion de ce qu'on appelle, nous, le grand dérangement actuel dans notre quartier. On ne voudrait pas répéter cet épisode bien triste de l'histoire de notre quartier.

110

Et, on est particulièrement inquiet pour les plus vulnérables, parce que de plus en plus, on fréquente des gens, qui ont dû quitter le quartier parce qu'ils ne sont plus capables de se payer les loyers. Et l'autre samedi, quand on était avec vous à Espace Fullum en face, le midi, quand on passait nos feuillets à la porte, j'ai vu des gens en ligne sur le trottoir, et là, à la blague j'ai dit: « mon Dieu, est-ce qu'on est rendu comme Le Plateau? Les gens s'alignent sur le trottoir et c'est peut-être le plus offrant qui va avoir accès au logement ». Et, ma conjointe a traversé la rue, est allée voir et effectivement, c'était ça. Alors c'était je pense, un condo à

115

120

vendre ou appartement à louer je ne me rappelle pas trop, mais ça faisait qu'on est rendu ici dans la même situation que sur Le Plateau.

125 On trouve d'autre part qu'il y a eu des idées intéressantes amenées par les fonctionnaires lors des deux derniers samedis, mais ils n'avaient pas l'air d'avoir un plan d'ensemble. Et s'il y en a un, on ne le connaît et ça nous inquiète.

130 Et l'autre question qu'on se pose, il va y avoir de très beaux aménagements qui vont être réalisés à travers les prochaines années, mais si les plus vulnérables ont quitté le quartier, ça va profiter à qui ces beaux aménagements-là. Alors, nous, c'est une question qu'on se pose.

135 Et aussi, on craint une fracture sociale entre différentes sections du quartier. C'est-à-dire par exemple, au bord de l'eau ou sur le terrain de Radio-Canada. Si on construit majoritairement dans ce qui est la portion habitation des condos, et un petit nombre de logements sociaux, le quartier va commencer à se fragmenter de plus en plus avec des secteurs plus favorisés, puis des secteurs plus défavorisés. Alors on craint cette fracture sociale là.

140 Aussi, les projets qui nous sont présentés jusqu'à maintenant, il y a eu le projet de quai de Lorimier avec les frères Bertoni maintenant racheté par Prévile. On va voir bientôt ce qu'ils vont nous proposer.

145 Si on pense au projet de Mach Quartier des lumières, quand on regarde ça, tous ces projets-là sont tous pareils : hôtels, commerces de luxe, bureaux, divertissements, logements, majoritairement des condos. Alors donc, si on regarde ça, ce ne sont pas des choses qui répondent à nos besoins. Alors, encore une fois, on dit, si vous voulez vous installer chez nous, venez nous rencontrer et proposez-nous des choses dont on a besoin.

150 On pense aussi qu'il faut avoir le courage de rêver. Les fonctionnaires de l'arrondissement du service de l'aménagement urbain et service aux entreprises, je reviendrai

là-dessus plus tard, ont proposé lors des forums citoyens à d'autres occasions, des choses intéressantes, mais en même temps, on pense que ça prend une vision d'ensemble. Il faut avoir le courage de rêver aussi et pas simplement penser à des aménagements à la pièce.

155

Il faut faire preuve d'audace et nous, vous avez lu notre mémoire, sur plusieurs aspects, que ce soit le déplacement en transport, l'accès au fleuve, patrimoine, logement, aménagements, petits commerces, on propose des choses dont certaines choses vont assez loin, puis on pense qu'il faut faire preuve de cette audace-là.

160

Et aussi, on pense à des quartiers, si on pense aux sous-quartiers Angus, voisins d'ici. Je ne sais pas ce que les gens qui vivent là en pensent aujourd'hui, mais si on regarde ça de l'extérieur, c'est un projet qui s'est réalisé collectivement et qui a permis d'assurer la suite des usines, qu'on disait à l'époque du CPR, dans ce quartier-là, et il semble avoir une certaine mixité. Alors donc, il y a des choses innovatrices qui peuvent se faire, pourquoi pas dans notre quartier avec tous les terrains qui sont vacants.

165

On prend l'exemple du bâtiment no 7, à Pointe-Saint-Charles, ancien bâtiment du CN, qui a été repris de façon autogérée et qui je pense est déjà en opération avec un marché public et différentes activités. Les artistes sont impliqués, les anarchistes sont impliqués, tout le monde est présent là-dedans. C'est un beau projet de quartier.

170

Et en bout de ligne, ça s'est fait sur un terrain qui avait à ma connaissance, c'est un terrain qui avait été acheté par Mach. Donc moi, j'invite les gens sur le site de Radio-Canada, tout n'est pas figolé encore et ailleurs, d'amener leurs projets, que ce soit des artistes du quartier, que ce soit toutes sortes de courants de la population à formuler des projets, à rencontrer des promoteurs, à rencontrer l'arrondissement et à proposer des choses pour qu'on ne soit pas toujours en réaction face à des projets qui ne nous conviennent pas.

175

Et nous, ce qu'on appelle ça, l'urbanisme participatif, le centre d'écologie urbaine de Montréal est entre autres un spécialiste dans le domaine, ça se fait ailleurs dans le monde et

180

ça, ça veut dire, construire un quartier ensemble dès le point de départ. Tout le monde travaille ensemble pour arriver, si possible, à un projet qui fait pas mal consensus dans un milieu.

185 Donc, on croit à ça et nous, on se demande, dans la situation actuelle, de quel côté la mairesse et les élus, parce qu'avec le déficit démocratique dans notre quartier la mairesse de Montréal, ou le maire - automatiquement le maire ou la mairesse de l'arrondissement, ce n'est pas démocratique et on espère que ça va être changé - de quel côté cette administration-là quelle qu'elle soit, mais l'administration actuelle va pencher.

190 Est-ce qu'elle va pencher du côté des promoteurs et des développeurs. Et l'objectif derrière ça est de rapporter le plus de taxes possibles à la Ville et on s'arrête là, ou, moi j'appelle ça la tour de Pise, va pencher du côté des citoyens, du bien commun et surtout protéger les plus vulnérables, quitte à aller chercher de l'argent à Québec, à Ottawa pour éviter que les gens soient chassés du quartier.

195 Nous, on a besoin d'être rassurés. Puis aujourd'hui, j'ai fait une vérification, je n'étais pas absolument certain, j'ai appelé à l'arrondissement, j'ai dit : « Est-ce que votre service qui s'occupe de l'aménagement urbain s'appelle bien Service de l'aménagement urbain et service aux entreprises? On m'a répondu : Oui. » Moi, je trouve ça bizarre. Il me semble qu'un service de l'aménagement urbain ça devrait être neutre, point à la ligne, et s'adresser à tout le monde. Si on mélange service de l'aménagement urbain et service aux entreprises, bien on voit de quel côté la tour penche. Alors on aimerait ça tout de suite qu'un geste soit fait par l'arrondissement pour changer le nom de ces services-là.

200 Si on mélange service de l'aménagement urbain et service aux entreprises, bien on voit de quel côté la tour penche. Alors on aimerait ça tout de suite qu'un geste soit fait par l'arrondissement pour changer le nom de ces services-là.

205 On compte sur vous, puis on a confiance que l'Office transmette nos inquiétudes citoyennes à l'arrondissement. Nous, on y croit, on croit en l'Office, il n'y a pas de problèmes. Qu'est-ce que les élus vont faire avec ça après, c'est une autre question. On a confiance et on est méfiants en même temps. On a assumé notre responsabilité en produisant notre mémoire et on va continuer à exercer notre vigilance citoyenne. C'est ce qu'on a à faire, et on vous remercie.

210 On compte sur vous, puis on a confiance que l'Office transmette nos inquiétudes citoyennes à l'arrondissement. Nous, on y croit, on croit en l'Office, il n'y a pas de problèmes. Qu'est-ce que les élus vont faire avec ça après, c'est une autre question. On a confiance et on est méfiants en même temps. On a assumé notre responsabilité en produisant notre mémoire et on va continuer à exercer notre vigilance citoyenne. C'est ce qu'on a à faire, et on vous remercie.

LE PRÉSIDENT :

215 Merci beaucoup Monsieur. Madame.

Mme IMANE ALLAM :

220 Je fais ma partie. Bonsoir, Monsieur le président, Madame la commissaire, Monsieur.
220 Nous répétons encore une fois que nous nous sentons comme au temps de la Nouvelle-
France et des siècles derniers des résidents des faubourgs sur le Chemin du Roi, reliant
Montréal et Québec, un quartier voisin du Centre-Ville au-delà de la palissade protégeant les
début de Ville-Marie maintenant appelée le Vieux-Montréal.

225 Un lieu où ont campé des peuples autochtones lors des négociations de La Grande
Paix de Montréal. Nous voulons demeurer résidents de ces lieux. Nous voulons demeurer
résidents de notre quartier que nous ne voulons pas voir inclus de force dans le Centre-ville de
Montréal.

230 Il y a quelques années, plusieurs d'entre nous avaient participé aux audiences du PPU
Sainte-Marie qui a porté sur le réaménagement d'une partie du quartier qui chevauche le PPU
actuel. Dans tout ce qui est réaménagent de la rue Ontario, il y a eu des réussites que mon
ami ici présent avait citées.

235 Mais je tiens à dire que nous ne sommes pas un prolongement naturel du centre-ville
de Montréal. Nous sommes un quartier populaire. Nous sommes un quartier qui a ses défis à
porter. Nous sommes un quartier qui représente un tissu très serré, une sorte de mosaïque
multiculturelle ou est-ce que tout le monde vit ensemble. On a un esprit de bienveillance les
uns sur les autres.

240 Et notre inquiétude aujourd'hui dont on veut vous faire part, et on a confiance qu'on est
entendus, qu'on est écoutés, puis vous allez remplir votre tâche d'élus. C'est vraiment avec
beaucoup de confiance qu'on se présente aujourd'hui.

245 L'inquiétude c'est qu'on soit divisés en deux clans, un clan riche avec tous les résidents qui s'en viennent. Parce que faut savoir qu'on a perdu beaucoup de population dans les années 70 et Yves a parlé que le quartier a été charcuté.

250 Donc, c'est une plaie qui est encore ouverte dans la mémoire des résidents. Et, on ne veut pas, on ne veut pas que les plus vulnérables d'entre nous aient à revivre ce traumatisme social.

255 Donc là, je rappelle que ces deux clans, plus riche et plus pauvre vont diviser notre quartier et on va se retrouver dans une situation le nord et le sud. Et, c'est une situation qu'on ne peut pas accepter aujourd'hui comme citoyens, comme Québécois qu'une partie de nous vive la précarité, une partie de nous soit obligée de quitter son logement avec tout ce qui vient avec.

260 Vous savez que le citoyen maintenant fait face à beaucoup d'enjeux, dont la santé mentale. Alors, vous imaginez une personne qui va être forcée de quitter son logement, de quitter son milieu naturel, son écosystème et d'être obligée d'aller dans un autre quartier, non seulement, elle va vivre une situation d'injustice, mais aussi une situation qui va la rendre encore plus vulnérable.

265 Donc, aujourd'hui on est là pour porter la voix de ces gens, qui peut-être n'oseraient pas se présenter et révéler ce côté dramatique de ce qui s'en vient. Donc, oui, on est prêt à accueillir les nouveaux résidents, à condition bien sûr qu'ils respectent notre mixité sociale, mais à la façon dont on la voit.

270 Et on trouve que les plans de la Ville, les plans de l'arrondissement avec ce qu'on appelle la stratégie Centre-Ville avec ce qu'on nous propose, le 20% de logements abordables, 20% de ci, de ça, mais si on met la lumière plus sur ce qu'on offre aujourd'hui, on va se retrouver avec des pourcentages minimes par rapport aux logements sociaux.

275 Et, on est là entre autres pour ça, on est là pour dire oui, on ne peut pas empêcher ces projets-là. Mais on peut faire de sorte que les plus vulnérables, que ceux qui vivent des situations particulières puissent bénéficier de la protection des élus, la protection de la Ville et qu'ils puissent profiter de l'investissement de chaque cent pour leur donner une qualité de vie.

280 Donc, on vous remercie beaucoup de nous avoir donné cette chance de s'exprimer, et de porter des voix des plus vulnérables, et sachez qu'on a confiance en vous, mais qu'on a confiance en nous, et qu'on va être là le long du processus, qu'on va faire notre part et qu'on s'attend à ce que la Ville, l'arrondissement, les élus fassent leur part. Merci.

LE PRÉSIDENT :

285

Merci beaucoup, Madame, merci Monsieur. J'ai une première question c'est que vous abordez, dès le départ dans votre mémoire la notion de quartier, puis, vous savez, on a parlé du PPU Sainte-Marie, on est comme à cheval sur quelque chose.

290

Est-ce que, de votre point de vue, le territoire du secteur des Faubourgs, disons, comprend l'ensemble des enjeux ou si on n'aurait pas dû déborder?

M. YVES CHARTRAND :

295

Bien nous, on n'a pas trop compris ça depuis de départ. Il y a eu un PPU de Sainte-Marie, à l'époque en 2011-2012 on nous disait qu'il ne fallait pas parler du bord du fleuve parce que ce n'était pas inclus dans ça. Là, on revient avec le Faubourg avec une autre délimitation. Pour nous, c'est des divisions bureaucratiques.

300

Nous, notre réalité c'est qu'on vit notre quartier, que des gens appellent Centre-Sud, d'autres vont appeler ça les Faubourgs, d'autres vont plus s'associer à Sainte-Marie à l'est, à Saint-Jacques, plus à l'ouest, et cetera.

305 Mais, au-delà de ça, c'est plus ou moins important. On considère qu'on fait tous partie d'un milieu puis comme l'a expliqué Imane, on est tricoté serré. Quand on a voulu faire disparaître le comté au niveau provincial l'année passée, on s'est mobilisé puis on a gagné pour conserver notre identité. Alors nous, ce n'est pas important ces divisions-là. Pour nous, tout ça est notre quartier, que ce soit Sainte-Marie, Saint-Jacques, Faubourgs.

310 **LE PRÉSIDENT :**

Donc, ça va jusqu'à la voie ferrée en fait?

M. YVES CHARTRAND :

315 Ça va jusqu'à la voie ferrée, Sherbrooke, le bord de l'eau et après ça, vers le Quartier latin, mais avant, parce que, comme disait Imane, on ne veut pas, là on se sent amenés de force dans le centre-ville, et on voit les édifices pousser en hauteur dans le coin de Saint-Laurent entre autres, Maisonneuve, Sainte-Catherine. Et là, on dit mon Dieu, ça, ça va débouler chez-nous bientôt et on ne veut pas de ce genre de quartier là.

320 **LE PRÉSIDENT :**

325 C'est-à-dire la commission est saisie, c'est-à-dire on a reçu une centaine de mémoires à venir jusqu'à maintenant. On en a pris connaissance, vous nous avez fait travailler fort. On voit qu'il y a énormément d'organismes communautaires dans le quartier qui sont très, très actifs. Et puis quand vous dites, parce qu'en fait, ce qu'on ressent, c'est que les citoyens veulent traiter vraiment de la gouvernance de ce quartier-là. C'est-à-dire que ça ne soit pas strictement l'apanage de la Ville ou de l'arrondissement qui propose des projets au quartier, mais, les citoyens du quartier veulent être partie prenante, pas seulement juste des décisions, 330 ils veulent être partie prenante aussi de l'élaboration des projets.

335 Est-ce qu'un organisme comme le vôtre participe avec d'autres organismes
actuellement, ou si c'est quelque chose qui est à créer, pour venir créer cette table qui
permettrait aux gens vraiment de, ensemble, travailler avec la municipalité pour l'élaboration
du quartier souhaité. Est-ce qu'il y déjà une table qui réunit tous ces gens-là? Est-ce que,
parce que vous n'avez pas présenté Centre-Sud Debout là, mais c'est un peu la question.
Parce que dans le fond, c'est la gouvernance que vous, vous savez aujourd'hui, il y a toutes
les nouvelles façons de travailler avec les citoyens dans les villes, est-ce que c'est un peu ce
que vous réclamez aussi?

340

M. YVES CHARTRAND :

Oui, oui. On parlait tantôt d'urbanisme participatif, ça s'est fait notamment à Brooklyn,
à New York, on a construit un quartier. Les gens ont construit leur quartier. Alors on ne voit
345 pas pourquoi ça ne pourrait pas se faire ici.

Il existe différents groupes. Centre-Sud Debout, c'est un groupe citoyen, autonome,
récent dans le grand dérangement actuel. C'est ce qui nous a donné naissance. Il existe le
groupe d'intervention Sainte-Marie, individuellement, on en fait partie plusieurs d'entre nous
350 aussi, qui est une Table de concertation informelle de quartier.

Il existe d'autres structures plus officielles comme la Table de développement social, et
cetera, avec la CDC et tout. Bref, chacun a un rôle à jouer, mais oui, ça serait intéressant qu'il
y ait un lieu, une structure, peut-être qu'avant, quand il existait le CDEC Plateau Mont-Royal
355 Centre-Sud, ça aurait pu être intéressant que ça parte de là.

Ça prend effectivement un lieu commun pour continuer à construire, aménager le
quartier ensemble et, où c'est ouvert, et aussi, encore une fois, il ne faut pas non plus tout le
temps s'arrêter sur les mêmes intervenants, sur les mêmes structures. Il faut aller directement
360 auprès des citoyens, et il faut que les citoyens soient, comme on dirait, à l'avant-poste de tout
ça.

365 Si je prends par exemple actuellement, le comité d'accompagnement des grands projets que pilote l'architecte Ron Rayside et la CDC, ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose, c'est une bonne idée de rencontrer les promoteurs le plus possible au début de leur projet, mais la première réunion où on est allé, il y avait à peu près 50 personnes au Centre Saint-Pierre. Il y avait à peu près 45 intervenants et 5 citoyens. Puis ça se tenait le jour, en plein après-midi, quand beaucoup de gens ici travaillent.

370 Alors bref, à mon avis, il faut aller au-delà de cette rencontre d'intervenants, et de ce genre de structures tout ça. Il faut créer un lieu où les citoyens peuvent être majoritaires dans le développement de leur quartier.

375 **LE PRÉSIDENT :**

D'accord.

Mme IMANE ALLAM :

380 En fait, je voudrais juste rajouter, si vous permettez, Monsieur le président, c'est le fait que, ce qu'on essaie comme groupe, c'est d'instaurer une sorte d'intelligence collective, une sorte d'éducation. On veut que le citoyen quand il passe à côté d'un espace libre, qu'il commence à imaginer puis à rêver, qu'est-ce qu'on pourrait, qu'est-ce que la Ville hôte pourrait créer dans cet espace-là pour répondre à son besoin.

385 C'est vraiment une question d'éducation aussi qu'on essaie d'instaurer dans notre quartier.

390 **LE PRÉSIDENT :**

J'apprécie beaucoup votre mémoire parce que les recommandations sont vraiment complètes, et je pense qu'on apprécie beaucoup. Il y en a une de celles-là, vous nous parlez, des installations de la Molson qui soient conservées comme usine, terrasse. Qu'elles soient aménagées et gérées par une entreprise d'économie sociale.

395

On n'a pas beaucoup entendu parler par les organismes de la notion d'économie sociale dans l'ensemble du quartier. Est-ce que c'est quelque chose qui est présent déjà de façon importante ou, parce qu'on a parlé de la rue Sainte-Catherine, hier, on a dit que c'est un acquis. On n'en parle pas parce qu'elle est belle, elle est comme ça, puis on n'en veut pas plus.

400

Est-ce que l'économie sociale c'est la même chose? Est-ce que c'est un moyen d'action qui est actuellement beaucoup utilisé dans le quartier?

405

M. YVES CHARTRAND :

Pas suffisamment, et je déplorais tantôt la disparition de la CDEC Centre-Sud de Plateau Mont-Royal, ça n'aide pas, mais on a des exemples intéressants dans le quartier. On a l'exemple du Touski, le Café Touski qui était sur la rue Ontario, qui est maintenant descendu sur la rue Sainte-Catherine, et qui est dans un secteur qui est dû à un profond développement avec l'arrivée de milliers de fonctionnaires, dans les prochaines années, des fonctionnaires du gouvernement du Québec.

410

Alors, donc, le Touski pour nous c'est un point de référence. Malheureusement, ils ont dû quitter leur endroit avec leurs belles grandes cours où pour avoir des réunions citoyennes et toutes sortes de choses. Mais en tout cas, ils ont un bel avenir devant eux.

415

Ça, c'est un exemple. Je pense que le musée, ici aussi, est un bon exemple de projet social, culturel et où il se passe toutes sortes de choses. Et encore une fois, sur tous les terrains vacants qu'on a dans le quartier, je ne peux pas croire que si un appel qui est lancé aux artistes, aux, je disais de Pointe-Saint-Charles, aux anarchistes, aux, peu importe, les

420

gens de toutes tendances, comme disait Imane, qui ont des idées et qui pourraient voir ces terrains-là et imaginer ce que ça pourrait être, et après ça, on discute avec les promoteurs et on essaie d'arriver.

425

Dans le système dans lequel on est, ils ont droit de faire leur profit, c'est ça la réalité. La propriété privée est là, O.K. D'accord. Maintenant, il faut amener la notion de biens communs et l'économie sociale c'est une façon, que ce soit au bord du fleuve, que ce soit n'importe où dans tout ce qui va venir dans les prochaines années dans le quartier, c'est de faire en sorte que ça crée des emplois.

430

Je prends un autre exemple. Je vous rapporte la serre communautaire au parc Stewart. C'est un acquis d'il y a trois ou quatre ans, je pense, maintenant dans le quartier il y a des jeunes de sentiers urbains qui font de l'insertion. Il y a des enfants d'école qui vont visiter, il y a des plantes qui sont vendues aux citoyens pour leurs, soit chez eux leurs jardins, ou leurs jardins communautaires, et cetera.

435

Donc, il y a toute une base ici, il y a tout un tissu social qui existe, mais qui pourrait s'il était alimenté notamment par les pouvoirs publics, qui pourrait aller beaucoup plus loin et réaliser beaucoup de choses. Et pourquoi, si avec la serre, semble-t-il, que c'est un modèle pour bien des gens, même de l'extérieur, pourquoi notre quartier ne pourrait pas devenir un modèle de quartier ou on a proposé aux gens, qui habitent déjà le quartier d'imaginer leur quartier pour l'avenir, et de travailler en collaboration avec les promoteurs, qui soient publics, privés, et même les promoteurs communautaires ou d'économie sociale. On espère qu'ils vont être présents aussi, beaucoup plus qu'ils ne le sont actuellement. C'est une bonne piste.

440

445

LE COMMISSAIRE :

Oui, mais c'est un lien avec ce que vous venez de dire puis ce que madame disait tantôt. Je suis curieux de voir si on poussait la logique un petit peu plus loin. Vous parlez

450

455 beaucoup de, vous disiez tantôt, on est prêt à accueillir les promoteurs, les nouveaux projets, les nouveaux arrivants, mais, à condition, à condition qu'on soit respecté dans ce qu'on est, dans certains cas, dans notre vulnérabilité, à condition qu'on respecte la mixité sociale, c'est ce que j'entends. Vous voulez à tout pris éviter la fracture sociale entre le nord et le sud. Si on avait à pousser ce que vous dites et que demain vous aviez la chance de rencontrer les promoteurs, peut-être que ça va se faire ou pas, je ne sais pas. Qu'est-ce que vous leur dites?

460 **M. YVES CHARTRAND :**

Il y a le groupe d'intervention Sainte-Marie qui a eu le mandat, dans sa dernière réunion, d'organiser une rencontre directe, citoyens-promoteurs. Mach avait montré de l'intérêt.

465 **LE COMMISSAIRE :**

Oui.

470 **M. YVES CHARTRAND :**

475 On va aussi faire appel aux autres promoteurs quels qu'ils soient qui ont des projets, ou qui en auront dans le quartier, à participer. Chacun présenterait son projet ou ses idées, sa réflexion et où il en est rendu et là, les citoyens pourraient amener leurs propres idées par rapport au développement de tel ou tel terrain, et je sais que le GISM aussi a demandé un financement à l'arrondissement pour le 7 septembre prochain, faire une tournée des terrains vagues, ou en développement dans le quartier en autobus, et, ça se terminerait par une fête de quartier. On espère que le GISM aura un financement de la part de l'arrondissement pour le faire. Mais bref, on est, et vous participez à ce mouvement-là actuellement, et on pourrait aller beaucoup plus loin.

480 **LE COMMISSAIRE :**

485 C'est ça qui m'intéresse en particulier. Est-ce que vous avez des pistes ou des idées qui seraient transmises lors d'une éventuelle rencontre comme celle-là. C'est ça que je cherche à comprendre. Est-ce qu'il y a déjà sur la table, des choses que vous aimeriez partager avec les promoteurs?

Mme IMANE ALLAM :

490 Il faut savoir qu'on est des citoyens puis on représente tout un quartier. Ce qui est certain, c'est qu'il y aura une liste. Il va falloir mettre en place une liste des besoins de tous ces citoyens-là. On ne peut pas puis ce qu'on demande aujourd'hui, c'est vraiment une vision d'ensemble, une vision globale. On ne peut pas partager ces besoins-là. Il n'y a pas un besoin qui est plus prioritaire que d'autres. Ça fait qu'on parle de logements sociaux, qu'on parle de
495 sécurité aux abords des écoles, sécurité dans les quartiers, qu'on parle de tout ce qui est réaménagement urbain, qu'on parle de commerces, qu'on parle de l'accès, aussi l'accès à des endroits qui seraient au fleuve par exemple.

500 Puis là, je retiens ce qu'un citoyen avait dit. Il avait dit, nous autres, on a une sorte de climatisation naturelle, puis on trouve ça vraiment dommage qu'on reste enfermé chez-nous alors qu'on a le fleuve l'été qui nous apporte cette climatisation naturelle. Donc, chacun de nous a un besoin, arrive à un besoin, puis on est là justement pour mettre en place cette intelligence collective. Donc chacun apporte son grain pour avoir un quartier vivable pour tout le monde.

505
LE PRÉSIDENT :

510 C'est une belle finale, je vous remercie infiniment.

M. YVES CHARTRAND :

515 Je me permets juste d'ajouter que nous, on est des citoyens bénévoles. On a mis
beaucoup de temps pour mettre sur pied notre mouvement, présenter un mémoire, être
présents aux forums, et cetera. Il y a des fonctionnaires à l'arrondissement qui sont dans la
tour de la rue Maisonneuve avec un salaire à la semaine longue. Il y a des gens dans les
bureaux de la CDC aussi, Corporation Développement Communautaire et c'est la même
chose.

520 Donc, nous on a aussi nos limites et il faut que si cet esprit-là de travail, de faire en
sorte que tout le monde travaille ensemble en urbanisme participatif pour la suite de notre
quartier, bien il faut que l'arrondissement, il faut que la CDC, il faut que tout le monde aille
dans ce sens-là, pour impliquer les citoyens. Parce que nous, on a nos limites.

525 **LE PRÉSIDENT :**

Merci beaucoup. Quand vous quittez, si vous avez deux minutes pour aller répondre
au questionnaire de Concertation Montréal. C'est un organisme qui essaie d'évaluer la façon
530 de transmettre vos idées et tout. Donc, c'est ici à l'arrière à la table. Il y a un petit questionnaire
à remplir, ça prend deux minutes. Ça serait très apprécié. Merci beaucoup.

Alors la commission appelle Madame Marie Bourbeau qui est de la Coalition pour la
promenade au Pied-du-Courant. Bonsoir, si vous nous permettez de vous présenter.

535

Mme MARIE BOURBEAU :

540 Marie Bourbeau.